XXIII ANNEE - Nº 7360 - IRITH & LANKING 1944:

CENTIMES

ROUSAIX. — 35,rue de Vi TOURCOING. - 85, rue des Un

Il faudrait pourtant s'entendre.
Oui ou non, l'article premier de la loi de Séparation, qui a fait la fortune politique de M. Briand, porte-t-il en tête cette déclaration de principe : « La République assure la liberté de conscience » ?

Durique assure la liberte de science »?

Oui ou non, le même article ajoute-t-il expressément : « Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public »?

Voyez la loi : c'est tout l'article premier.

mier.
Donc, avant tout et par-dessus tout. Donc, avant tout et par-dessus tout, légalement, les consciences sont libres en France, et l'exercice du culte est libre pour tous, même pour les foactionnaires, même pour les militaires.

Car, dans les « seules restrictions édictées ci-après », il n'y en a pas une qui limite la liberté de conscience et de culte pour ces deux catégories de ci-toyens, sivile et militaires.

Ces derniers sont même liberés d'une grave restriction qui les visait antérieurement.

Ces derniers sont même liberes d'une grave restriction qui les visait antérieurement.

Une circulaire du 27 mai 1806 portait que « les règles de la discipline s'opposaient à ce qu'un militaire entrât sous aucun prétexte dans une association ayant un caractère religieux ».

Or, la loi de Séparation de 1905, en son article 44, « abroge toutes les dispositions contraires à la présente loi ».

Elle abroge même si bien la circulaire limitative de 1805, qu'il a été expressément reconnu, au cours de sa discussion, que les militaires pourraient faire partie d'une association pour l'exercice du culte.

Au général sénateur Billot, qui voulait maintenir cette fameuse circulaire, le ministre répondit en termes exprés :

« Le texte qui est soumis au Sénat est très clair. Il n'édicte aucune exclusion, il ne met aucun obstacle à ce que les fonctionnaires civils et militaires fassent partie, comme tous les autres citovens, des associations cultuelles. »

El la majorité du Sénat, devant qui fut faite cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict. Schat au Senat, est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict. Schat au Senat, est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict. Schat au Senat, est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict. Schat au Senat, est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict. Schat au Senat, est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict, schat au Senat, est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict, schat au Senat, est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict, schat au Senat, est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict, schat au Senat, est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict, schat au Senat est cette declaration, donna raison au ministre (Journal Offrict, schat au Senat est cette declaration donna raison au ministre (Journal Offrict, schat au Senat est cette declaration donna raison au ministre (Journal Offrict, schat

col.)
Sans doute, le Pape et les catholiques

Voilà la loi. Voyons maintenant les

Voilà la loi. Voyons maintenant les faits.

En fait, une véritable terreur pèse sur tous les fonctionnaires, lors même qu'il s'agit des devoirs les plus essentiels de leur religion, si cette religion est la religion catholique.

Tel sous-préfet s'imposera un déplacement de soixante kilomètres pour pouvoir faira ses Pâques avec quelque sécurité en pays où il est inconnu. Tel facteur des postes s'entendra avec son curé pour qu'on ouvre l'église secrètement, à 4 heures du matin, afin qu'il lui soit possible de communier sans s'exposer à une disgrâce.

Nous garantissons l'authenticité de ces faits. Nous pourrions en signaler des milliers d'autres.

L'armée des fonctionnaires comprend près d'un million de Français. En bien 1

L'armee des ioncuonaires comprend près d'un million de Français. Eh bien l plus de la moitié de ces citoyens sont, en réalité, dans l'impossibilité morale d'accomplir les devoirs élémentaires de leur religion sans s'exposer à perdre leur gagne-pain. Je ne parle pas, bien entendu, de l'éducation de leurs enfants. Choisie pour ceux-ci des maîtres chré-Choisir pour ceux-ci des maîtres chrétiens expose presque infailliblement les parents fonctionnaires à une prompte disgrâce. Pourtant, la liberté d'enseignement est absolument légale, n'est-ce pas ?

Partout nos fonctionnaires vivent dans une atmosphère de délation recélant les foudres invisibles de la révocation sans

une atmosphère de délation recélant les foudres invisibles de la révocation sans cesse suspendues sur leur tête.

Et dans l'armée, sans parler des braves douaniers pour qui serrer la main de leur curé est un acte héroïque; sans parler des petits soldats à qui l'on consigne, sous la menace des punitions les plus sévères, telle résidence de prêtre, telle chapelle, tel lieu privé ou public du culte; n'avons-nous pas vu des sanctions impitoyables, et insuffisamment levées depuis, frapper les officiers de Laon, coupables d'avoir assisté à une messe où leur évêque prêchait?

La Croix signalait récemment une autre monstruosité. Un officier d'Annecy, le capitaine Bessy, fidèle soldat de son pays, officier irréprochable et d'une ponctualité exemplaire dans ses fonctions, était frappé subitement d'une peine disciplinaire et forcé de demander sa rentrée dans la vie civile.

Son crime? Pourquoi cette carrière militaire brisée?

Dans une réunion interparoissiale, présidée par son évêque, il avait fait une causerie sur l'Adoration nocturne, tont il est un pratiquant assidu et un fervent apôtre.

il est un pratiquant assidu et un fer-vent apôtre.

Or, y a-t-il rien de plus « cultuel » que l'adoration du Saint Sacrement? X a-t-il rien qui appartienne plus intimement à « l'exercice du culte », déclaré libre par la République française et ses lois?

CENTIMES

C'est une œuvre de surérogation, dira-t-on. Quand cela serait? Cette œuvre de surérogation est-elle cultuelle, oui ou non? La loi fait-elle un départ entre ce

non 7 La loi fait-elle un départ entre se qui est obligatoire et ce qui est facultatif dans « l'exercice d'un culte » ? Non.

Ou bien, serait-ce la présence de l'évêque qui changerait le caractère de la réunion ? Mais l'évêque n'est-il pas un ministre du culte ? La loi qui refuse de se connaître » ne lui conteste cependant pas cette fonction et cette dignité. Alors ? Quel est le texte législatif, quel est l'article du règlement militaire qui interdirait à cet officier de s'occuper des choses de sa religion, sous la présidence d'un ministre de cette religion, dans une assemblée religieuse ?

d'un ministre de cette religion, dans une assemblée religieuse?

Il n'y en a pas. Mais un ignoble sycophante veillait; mais une méprisable feuille maçonnique brandit son tonnerre de zinc, et sous l'empire de cette terreur antireligieuse qui sévit à tous les degrés de la hiérarchie, les autorités mildaires tremblèrent. La peur leur donna le triste courage de frapper un officie a peur et sans reproche, et le Journal Officiel du 10 décembre dernier enregistre les effets de cette poltronnerie générale.

Ainsi donc, un officier pourra impunément se rendre dans une réunion maconnique. Il pourra dans cet antre mystérieux se livrer à toutes les besognes secrètes qu'il voudra, revêtir par-dessus l'uniforme le tablier en peau de porc, et prononcer n'importe quel discours.

Non seulement il ne sera pas inquiété pour cette participation clandestine à des réunions dont le but politique ne saurait plus être contepté, mais elle lui sera un puissant moten d'avancement et un titre aux faveurs.

Or, l'article 13 du décret-loi du 28 juillet 1848 déclare que « les Sociétés secrètes sont interdites », et prononce des peines sévères contre ceux qui en font partie. Ainsi donc, un officier pourra impu-

partie.

Et l'article 12 de la loi du 30 juin 1881, qui abrège le décret du 28 juillet 1818, fait expresse exception pour cet article 13 « qui interdit les Sociétés secrètes ».

cie 13 « qui interdit les Sociélés se-crètes ».

L'officier franc-maçon viole donc la tel Jiangille, tendis que roma.

Ilque qui se l'ivré aux exercices de son culte est couvert par la loi.

Et c'est celui-ci qu'on frappe, et c'est celui-là que l'on comble de passe-droits.

Et M. Briand, père de la loi de 1905, est ministre. Il sait cela, il tolère et approuve cela.

Et ce ministre osera encore monter à la tribune et frapper du poing sur sa poitrine en criant : « Je suis un hounête homme, moi l' » Allons donc l

L'ARBRE DE NOEL DU « NOEL »

9. G. Mgr l'archevèque de Paris bénira, de-main jeudi, dans la salle du Bon Théâtre, 32 ter, quai de Passy, le grand arbre de Noël offert par les Noëlistes aux enfants dont elles s'occupent dans les écoles et les patronages. Une ocurte séance récréative précédera la dis-tribution des objets utiles, des jouets et des douceurs.

GAZETTE

DE ROUBAIX-TOURCOING

Les jouets allemands

Les jouets allemands

Un de nos amis, qui n'est pas orfèvre comme M. Josse, ni marchand de jouets, mais simplement un bon Français, qui donne beaucoup d'étrennes, se lamente de voir à quel degré la région de l'Ouest, qu'il habite, est encombrée de jouets allemands: moteurs, machines, etc.

Vous avez, nous écrit-il, fait des remarques très justes et très vraies pour les bérets d'enfants portant des noms de navires anglais; les jouets allemands qui nous inondent méritent bien aussi votre attention.

Les grands-parents, les oncles, les parrains, tous les habituels donneurs de cadeaux considèrent peut-être les jouets de nouvel an comme des articles de première nécessité. Soit, Mais on en trouve en Fance, et ils sont même plus jolis et beaucoup mieux fabriqués que les jouets allemands.

La police expéditive

La police expéditive

La police expéditive

A Londres, on estime sagement que, dans
la vie publique, il ne faut pas jouer avec
les bobos, mais les opérer tout de suite
avant qu'ils ne deviennent des abcès.

Quelques malandrins tuent un agent et se
relsanchent dans une maison de Londres.
Les Anglais font autrer la maison pour
avoir les bandits. C'est de la besogne rapidement faite. A Paris, en parell cas, la
C.G. T. aurait commencé par travestir les
bandits en syndicalistes, M. Jaurès aurait
réclamé l'observation de formalités judiciaires minutieuses.

Pendant ce temps, les assassins auraient
eu le loisir de tuer encore quelques agents,
mais les oraleurs auraient pu placer des
discours et les journalistes des considérations très étendues sur les fameux droits
de l'homme.

Chaque pays procède selon sa nature ou
son habitude. La manière anglaise ne s'est
pas révélée la moins bonne,

Pour nos victimes!

M. Urbain Gohier, qui est un peu anarchiste, n'a jamais brillé par sa tendeese pour nos hommes politiques. Sans le juger témérairement, on peut supposer qu'il nourrit à l'égard des farceurs politiques les mêmes sentiments que Caligula pour le peuple romain : il voudrait que ces gens n'eussent qu'une soule tête pour la dui couper d'un seul coup.

Mais M. Gohier, qui a réservé toutes ses haines pour les politiciens depuis qu'il laise tranquilles les militaires, ne ferait pas de mai à une mouche. Au contraire. Taibles à quelque branche du rèspe animal qu'ils apparticement. Il vient de publier un livre très compatissant sous le titre : Pour nos victimes : la femme et l'enfant du livre, que de venir sur la même ligne que les bêtes.

Une correction méritée

Une correction méritée

Trois garnements d'Angleterre ont imaginé ce aport simple et peu coûteux : on
se rend sur la voie ferrée du Great-Northern; on se couche sur les rails et on attend le passage d'un train rapide. L'heureux gagnant est celui qui demeure le plus
longtemps dans cette dangereuse posture.
Les trois gamins inventeurs de ce nouveau sport le mirent l'autre jour en pratique; mais le mécanicien les aperçut de
loin; il refusa de jouer avec eux et arrêts
as machine. En manière de compensation,
nos trois jeunes sportsmen gagnèrent lous
trois... une amende, à laquelle leurs papas
ajoutèrent généreusement une bonne fessée,
et le papa qu'i a frappé le plus fort doit
ôtre, comme le veut le proverbe, celui qu'i
afine le mieux son enfant.

La police de Londres

Ce n'est pas dans les quartiers excentriques, mais aur les comins de la Cité de Londres, en pleine ville, à peu de distance du tode de la cité de la cité

1500 agenta de police auxqueis avaient été adjoints plusieurs détachements de gardes écossais amenés en toute hâte de la Tour de Londres
avec trois pièces de canon de l'artillerie royaie,
les maisons du voisinage évacuées avant l'aube,
les obstacles et les hangars démolis dans la
zone du feu pour faciliter l'attaque, la police
barrant les rues, les tireurs d'étile de l'armée
et de la police couchés ou à genoux, postés
derrière les cheminées, les portes, ou se dissimuiant aux fenètres, puis par instant, le crépitement de la fusiliade des armes à tir rapide.
L'écroulement du briquetage des mansardes et
de la façade de la maison attaquée, les oraquements des linteaux et des pièces de bois, le
fracas des vitres et des glaces, les coups de
feu de riposte des défeneurs de fénètre en
fenètre, masqués par les rideaux ou des barrioedes de meubles auprès de obaque fenètre, le



Une scéne de l'affaire d'Houndsditch Les fueillers de la garde éccssaise tirant sur le regaire des anarchistes

Le siège et l'incendie

de la maison des anarchistes

de la maison des anarchistes

La maison asslégée comportait trols étages avec une mansarde où couchaient d'abord les deux forcenés.

A l'aide de divers subterfuges, la police réussit à faire évacuer les habitants innocents et à obtenir qu'ils laiseent la porte d'entrée entrouverte en quittant la maison ; puis, à h heures du malin, les agents se faullèrent dans l'escalier, montèrent jusqu'à la chambre des bandits et se mirent en devoir de forcer la porte ; mais les forcenés étaient prets et, quand la porte céda, lis firent feu. Un agent s'affaissa.' Obélessant à un plan concerté, les agents se replèrent. Au même monent, la maison était cernée, rendant la fuite impossible.

Les forcenés, restès seuls dans la maison, se barriondèrent et organisèrent la défense; leur appartition successive à toutes les fenêtres donnal l'impression qu'ils étaient dix.

Les forcenés, restès euls dans le maison, se barriondèrent et organisèrent la défense; l'eur appartition successive à toutes les fenêtres donnal l'impression qu'ils étaient dix.

Les forcenés, restès euls dans le fenêtres donnal l'impression qu'ils étaient dix.

Les forcenés, restès euls dans le fenêtres donnal l'impression qu'ils étaient dix.

Les forcenés, restès qu'ils était s'en l'intérieur, d'att su les l'eux. Il affarme que ce sont les défenseurs, qu'il voyant la gartie pertiue ont incendié la maisen.

Les morts et les blessés

Deux cadavres carbonisés et portant des blessures ont été trouvés dans les décombres. On
est convaineu que e dont ceux de deux des
meurtriers de Houndsdich.
Six pomplers, dont irois officiers, ont été
transportés à l'hôgital prièvement brûlés. Au
même hôpital se trous un gent de police
ayant une fracture de la colone vertebrale et
qui est dans un état désespéré, un segent de
la garde écossaise blessé à la jambe et un
homme blessé au front. Les autres blessés le
sont légèrement.

L'assassinat du Français Beuron

La promesse d'une somme de 12 500 francs our l'indication devant amener l'arrestation des oupables de Houndsditch semble avoir permis

Certaines personnes prétendent que le propriétaire israélite français. Les Beuro rouvé assessiné dinanche dernier mais le rain de la comment de la commentation de supprimer un désteur possible ; mais pourrait aussi s'agir d'une rengeance, our de la commentation de la commentatio

Détails à préciser

Les détails exects ne seront guère connu avant l'enquete devant le magistrat.
Par ordre supérieur, seuis les agents une maries furent autorisés à cooperer activement à l'affaire, quand on a choisi les détachement de chaque poste de police.
D'après l'enquete de la Pall Mail Gasette, il avait dans la maison trois personnes, deui nommes et une femme, mélées l'assassur de Houndsditch. La femme fut arrêtée avant le fusillade.

fusiliade.

Comme on l'a dit plus haut, durant tout, siège, il n'y avait que deux hommes dans de maison, on croit qui lis ne se sont servis que de revolvers Browning.

En derhère heure, Pierre Le Peintre ne se rait pas l'un des deux morts. Où se cache-t-il l'avait de surintendant Onine.

L' « Aliens act »

Angesers pulse continentale importes in pulse inq ans. Les événements de l'Es provoqueront certainement une révolts d'nion publique à laquelle s'associeront ceur les étrangers honnétes — et ils son — qui jouissent paisiblement de la généralité britannique : mais il est grant qu'on purge Londres des anarchistes in venus des quatre coins du globe.

Les Amicales d'instituteurs et le cardinal Lucon

In Chambre de la Cour de Paris

La première Chambre de la Cour de Pa-ris, présidée par M' Forichon, a rendu au-jourd'hui un arrêt dans les poursuites in-jourd'hui un arrêt dans les poursuites in-tentées contre S. Em. le cardinal Luçon, aucune exclusion; que ce plus, le décre



S. Em. le cardinal Lucon, archeveque de Reims frappé pour avoir proclamé les droits de la vérité

C'était donc la Cour d'assises qui était eule compétente pour juger le cardinal. Aussi, nul doute que l'arrêt de la Cour de aris ne soit cassé pour violation de la loi. Voici un résumé do cet arrêt :

La Cour définit d'abord ce que la loi de 1901 a entendu par contrat d'association et recherche si les associations d'instituteurs de la fédération pensent a autoriser de cette loi.

archevêque de Reims, par l'Amicale des instituteurs de la Marne et la Fédération des Amicales d'instituteurs, à raison de la lettre pastorale sur les droits et devoirs des parents relativement à l'école.

La Cour confirme le jugement du tribunal de Reims, qui avait condammé le cardinal à 500 francs de dommages-intérêts.

L'arrêt et base pour motiver cett condamnation, sur ce que les imputations de la lettre pastorale portent atteint à l'hon-neur et à la considération des instituteurs et institutrices.

C'est donc le délit de diffamation que relève la Cour. Or, l'article 46 de la loi da lettre pastorale portent atteint à l'hon-neur et à la considération des instituteurs et institutrices.

C'est donc le délit de diffamation que relève la Cour. Or, l'article 46 de la loi da lettre pastorale portent atteint à l'hon-neur et à la considération des instituteurs publics de France et des colonies », ajoutant que si elle n'ont pas de l'estitute de l'action des amicales d'institution ne envera des fonctionnaires ou des personnes chargées d'un service public, ne pourra être poursuivie séparément de l'action publique.

C'était donc la Cour d'assises qui était

C'était donc la Cour d'assises qui était

C'était donc la Cour d'assises qui était la Fédération des associations;

L'arrêt établit ensuite, en fait, que c'est en vertu de ces dispositions et pour joufs des avantages ainsi offerts aux infituateurs comme à tous les citoyens, qu'ont été fondées les "Associations fraternalité des instituteurs et institutrices publicated instituteurs et institutrices publicated et laiques du département de la Marne, et la Fédération des amicales d'institutates et instituteurs publics de France et de colonies ", ajoutant que si elle n'ont pas été reconnue d'utilité publique, elles ont acquis la capacité juridique déterminé à l'article 6; au surplus, leur constitution ne paraît avoir soulevé aucune critique.

Après avoir posé ces principes sur la validité des associations d'instituteurs, le Cour passe à l'examen des termes mêmes de la Lettre des évêques. Après avoir rappelé qu'en première instance six passages avaient été relevés, dont quatre ont été écartés par le jugement accepté par les Amicales d'instituteurs, la Cour examine les deux paragraphes refenus par les premiers juges poursuit ainsi:

» Considérant qu'il ressort textuelle de cette loi.

« Considérant, dit l'arrêt que le contrat d'association a été défini par la iou du l'impuillet: « La convension par la que pour la foi et pour la vertu des élèves deux ou plusieurs personnes mettent en cemmun, d'une façon rermanente, leur les distributes de la foi de ses élèves et commettent cette inqualifiable abus de conflance.



Adveniat regnum tuum

Dieu protège la France! Jeudi 5 janvier. — SAINT TELESPHORE

MERCREDI 4 JANVIER 1911

Dans l'affaire des Amicales contre 8. Em. le cardinal Luçon, la première Chambre de la Cour d'appel de Paris, confirmant le jugement du tribunal de Reims, a déclaré la demande des Ami-

Reims, a déclaré la demande des Amicales recevable et condamné le cardinal 500 francs de dommages-intérêts. Il devient donc de plus en plus évident qu'en France, le clergé catholique ne peut pas accompilr son devoir de conscience sans s'exposer à des peursuites et à des pénalités, en d'autres termes que, sous un régime dit « d'apaisement », nous semmes en pleine persécution. On ne met pas en doute, au Palais, que jet arrêt ne doive être cassé pour violation de la loi.

Le « Bulletin municipal officiel » de la Seine converge la Seine convoque les électeurs de six quartiers de Paris pour des élections municipales partielles.

Les obsèques du lieutenant de Can-mont out eu lieu ce matin, au-milieu-d'an grand concours d'officiers et d'eviateurs.

La presse s'occupe longuement de l'extraordinaire chassé aux anarchietes, qui a cu lieu à Londres et que nous avons relatés hier.

1500 policiers, avec des canons, assiégaient, et, finalement, ont détruit le repaire des assassins d'Houndsditch, dont les cadavres ont été retrouvés carbonisés.

Contrairement à quelques informa-tions tendancieuses, les pourpariers en-tre Madrid et le Vatican n'ont pas été

Le roi d'Espagne quitte Madrid pour se rendre au Maroc, à Melilla, en passant par Maiaga, où il séjournera quelque temps. L'accord russo-allemand relatif à la

Perse est déjà rédigé et peut-être mame déjà soumis aux chancelleries intéres-Des pamphlets séditieux ont été dé-couverts dans une caserne allemande.

LES ÉVANGILES

Traduction nouvelle des Augustins de l'Assomptio

Édition in-32 Format commode avec 100 illustrations inédite Saint Matthleu, i vol. — Saint Mare, i vol. — Saint Lue, i vol. — Saint Jean, i vol. — Chaque volume, broché, ĉ fr. 20, port, ĉ fr. 65; carbone, ĉ fr. 25, port c fr. 10; rellé toile noire, ĉ fr. 45, pert, ĉ fr. 45. Les quatre Evangiles réunis, broché, 9 fr. 60, relié, 9 fr. 85, port, 9 fr. 15.

Nouvelle édition in-32

Les quatre Evanglies et les Actes des Apè-tres, traduction française avec des notes tirées des saints Pères et des auteurs ecclésiasiques. Un vol. in-22 de 855 pages. Broché, 6 fr. 50; Tellé pleine toile, 1 franc; port, 6 fr. 18. Relié mouton grenst, tranches dorées avec embol-tage, 4 fr. 50, port, 6 fr. 18.

Petite édition de luxe

Les quatre Evangiles avec les Prières de la Les quaire Evangiles avec les Frières de la Masse. Voi. in-32 de 350 pages, papier de luxe. Relfé grand luxe demi-grain, couleurs variées su choix; notr, maron, oilve, bleu, genat, 4 fr. 80; emballage et port, 6 fr. 45. Relfé amateur, dos en demi-chagrin poil, plats en papier, avec embollage, 3 frames; port, 6 fr. 48. Les quatre Evangiles et les Actes des Apètres, reunis en un seul volume in-8°, brochd, 4 frame; port, 0 fr. 25; rellé, d' fr. 80, ou avec sranches dorées, 4 fr. 75; port, 6 fr. 36.

Édition in-8º

Avec les gravures du P. NATALI gravées à nouveau et texte en gros caractère Saint Matthieu, i vol. — Saint Mare et saint Lue, i vol. — Saint Jean, i vol. — Chaque vo-Jume breché, 0 fr. 40; port, 0 fr. 10; relié, 8 fr. 85; port, 0 fr. 20.

Orande édition de luxe

Volume in-8° de 450 pages, beau papier Gravures du P. Natali, S. J., refaites avec soin Texte latin en bas des pages

Brochéc, converture gaufrée, 4 francs; re-lke, 7 francs; reliure grand luxe, 42 francs, (Port en sus, par cols postut, 6 fr. 85 a do-máctie.) son de la Bonne Presse, 5, rue Beyard, Paris.

contre les anarchistes

Une maison de Sydney street, cernée par